

Créer une plateforme multipartite pour mobiliser les parties prenantes en faveur d'un plan d'action politique

Principaux points à retenir

Créer une plateforme multipartite pour mobiliser les parties prenantes en faveur d'un plan d'action politique :

- vise à inclure toutes les parties prenantes de l'ensemble du cycle de vie des plastiques ;
- fournit un espace neutre et inclusif dans lequel les parties prenantes peuvent échanger des connaissances ainsi qu'élaborer des stratégies et des mesures de lutte contre la pollution plastique ;
- peut produire des résultats qui ne se limitent pas à la réduction de la pollution plastique, comme le financement de la recherche, la mise en place d'infrastructures, la création d'emplois et d'autres ;
- peut poser de multiples défis en lien avec l'élimination du cloisonnement par secteur, le maintien de l'engagement, la définition de responsabilités claires et le chevauchement entre juridictions.

Contexte

Les plans d'action politique et les stratégies intégrées de gestion durable des ressources sont élaborés sur la base d'initiatives internationales et régionales, telles que la Convention sur la diversité biologique et les conventions et plans d'action concernant les mers régionales. Ces initiatives fournissent des cadres de lutte contre les problèmes environnementaux et servent de principes directeurs importants. Assurer une mise en œuvre effective nécessite d'adopter des accords supplémentaires et des protocoles complets, lesquels doivent être spécifiquement adaptés pour relever les défis rencontrés dans divers contextes locaux et nationaux.¹ Les plans d'action politique peuvent notamment inclure un soutien à la mise en œuvre de politiques ainsi que la recherche et le développement de solutions pour accélérer les mesures qui favorisent une transition juste vers des pratiques plus durables. Les plans d'action politique offrent également l'occasion d'encourager le renforcement des capacités, la sensibilisation et la coopération internationale. Leur caractère évolutif en fait des documents qui permettent de modifier et d'adapter les stratégies en continu, en tenant compte des

retours d'information collectés au moyen des efforts de suivi et de mobilisation des parties prenantes.

Des plateformes multipartites pour élaborer des plans d'action politique

La première étape cruciale de tout plan d'action politique consiste à déterminer les parties prenantes concernées et à les faire participer à une étude préliminaire pour rassembler des connaissances et des informations pertinentes.^{2,3} Une plateforme multipartite rassemble diverses parties prenantes représentant un large éventail de secteurs, dont les gouvernements, l'industrie, les organisations de la société civile, le secteur informel, le milieu universitaire et les communautés. Les plateformes multipartites doivent offrir une plateforme neutre et inclusive de manière à favoriser l'échange de connaissances en vue d'élaborer des mesures et des objectifs communs.⁴ Le présent document donne un aperçu des travaux existants sur les approches qui permettent d'établir une plateforme multipartite efficace pour élaborer un plan d'action politique.⁵

Échange de connaissances et élaboration de mesures

Il convient de tenir compte du cycle de vie complet des produits pour appliquer des solutions aux plastiques et à la gestion des déchets, car bon nombre d'entre elles nécessitent d'intégrer et de coordonner les secteurs pour être pleinement efficaces. Les plateformes multipartites peuvent permettre de repérer les données et les connaissances manquantes lors des consultations initiales⁶ et d'orienter l'étape de recherche et de développement d'un plan d'action politique.⁷ Recenser les mesures et les initiatives prises dans le cadre de plateformes multipartites permet de mieux les accorder avec les politiques nationales et régionales concernées. Ces efforts peuvent être suivis de l'élaboration de projets de plans d'action politique dans le cadre d'ateliers locaux et nationaux, dont les résultats peuvent être résumés et communiqués à toutes les parties prenantes.⁸ Au moyen de consultations ultérieures et de la création d'une « matrice de mesures », les parties prenantes peuvent contribuer à l'examen, à la finalisation et à la mise en œuvre des plans à adopter.⁹

Avantages

- La plateforme multipartite fournit un espace de dialogue, d'échange de connaissances, de coordination et de prise de décision conjointe qui permet d'élaborer et d'appliquer des stratégies et des mesures efficaces de lutte contre la pollution plastique.
- L'existence d'un plan d'action politique peut inspirer un large éventail de parties prenantes nationales à participer à des efforts stratégiques, tout en encourageant le financement de la recherche, le développement d'infrastructures, la conception de nouvelles technologies, la création d'emplois et la réduction des impacts sur la santé humaine et environnementale. Le partage de recherches, de bonnes pratiques et d'enseignements tirés permet aux pays de contribuer à encourager la prise de mesures en faveur d'un développement durable mondial.

Inconvénients

- Mobiliser diverses parties prenantes et mettre en place de structures de gouvernance efficaces pose des défis. Il s'agit notamment d'éliminer le cloisonnement par secteur, de maintenir l'engagement, de définir des responsabilités et des rôles clairs ainsi que de résoudre les chevauchements entre juridictions.¹⁰ Le manque de compétences d'interprétation et de communication des données ainsi que la réticence de la population et du gouvernement à accepter l'application des plans d'action peuvent également entraver la mobilisation des parties prenantes et les activités de sensibilisation.¹¹
- Il est également difficile d'éveiller l'intérêt du public et de le sensibiliser, d'assurer une communication efficace et d'obtenir un financement durable pour les initiatives de longue durée. Parmi les difficultés rencontrées figurent la diffusion de messages contradictoires, un manque de mobilisation du public et des mécanismes de financement restreints qui compromettent la planification et la mise en œuvre à long terme.¹² L'absence de définitions et d'explications normalisées des termes clés engendre des défis supplémentaires en matière de coordination.¹³

Extraction pétrolière et pétrochimie

Associations des professionnels du pétrole* qui représentent les entreprises extractives afin de défendre les normes industrielles, les orientations, les normes pratiques et les politiques

Acteurs de l'industrie* les entreprises impliquées dans les processus d'extraction

Initiatives en faveur de la transparence* les groupes de travail sur les normes internationales qui encouragent la transparence et la responsabilité

Instituts de recherche scientifique* proposent des alternatives durables pour remplacer les plastiques combustibles fossiles

Instituts d'enseignement supérieur* les universités mènent des recherches sur la décarbonisation et la chimie verte en lien avec le plastique

Organisations non gouvernementales (ONG) qui s'opposent, entre autres, aux communautés marginalisées

Groupes de défense du travail des travailleurs du secteur pétrolier et font pression en faveur de réglementations plus strictes

Établissements d'enseignement sensibilisent les étudiants à l'impact environnemental des déchets plastiques, encouragent l'adoption de pratiques de recyclage et de travaux de recherche sur les solutions en matière de gestion durable des déchets

Comités/commissions sur l'environnement ou la durabilité* conseillent le gouvernement sur les questions environnementales

Groupes de défense du travail traitent les questions de santé et de sécurité au travail en lien avec la gestion des déchets

Groupes de défense du secteur informel des déchets soutiennent les acteurs informels des déchets

Entreprises sociales et coopératives proposent des solutions innovantes pour la gestion des déchets plastiques, telles que les communautés

ONG* qui plaident en faveur de la gestion durable des déchets plastiques en fin de vie et mènent des activités de sensibilisation

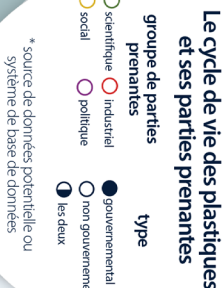
Organisations communautaires organisent des activités de nettoyage, encouragent le recyclage et les pratiques de gestion durable des déchets

Communautés tribales et autochtones ont un point de vue unique et des connaissances traditionnelles en matière de gestion des déchets, qui contribuent à la préservation culturelle et au développement durable

Organisations confessionnelles encouragent leurs membres à s'engager dans la réduction des déchets et de recyclage, les sensibilisent et soutiennent les initiatives communautaires

Organisation de la jeunesse et des étudiants organisent des campagnes, des actions de nettoyage et des événements de sensibilisation afin d'encourager la gestion responsable des déchets et le comportement durable

Médias et personnes d'influence les organes de presse, les journalistes et les réseaux sociaux



Groupes de développement international* qui abordent les questions des émissions de gaz à effet de serre et de l'efficacité des ressources

Organisations intergouvernementales (OIG)* qui harmonisent les politiques, stabilisent les marchés communs

Groupes de développement commercial* les entreprises commerciales internationales/nationales élaborent des orientations et résolvent les conflits

Autorités gouvernementales nationales* les groupes d'import/export et de douanes

Instituts de recherche scientifique* l'analyse du cycle de vie la conception des produits, les alternatives durables et l'économie circulaire

Instituts d'enseignement supérieur* les départements effectuant des recherches sur l'analyse du cycle de vie, la conception des produits, les alternatives durables et l'économie circulaire

Groupes de développement international* qui s'occupent de la pollution plastique dans l'environnement ainsi que du traitement des déchets et du mouvement transfrontalier

Gouvernements national et local* peuvent mettre en œuvre et faire appliquer les politiques concernant la gestion des déchets plastiques, les programmes de traitement des déchets plastiques, les installations de traitement des déchets plastiques et les parties prenantes dans leurs régions

Organs législatifs ont le pouvoir de promulguer des lois et des règlements relatifs à la gestion des déchets plastiques

Ministère des Finances* est chargé des aspects financiers de la gestion des déchets, par exemple les taxes, les subventions et les mesures incitatives

Ministère de l'environnement* est chargé de superviser l'application des lois et des règlements recommander des réglementations et des politiques

Organismes environnementaux nationaux* qui élaborent des politiques, des réglementations et des directives de gestion des déchets visant à réduire les déchets plastiques, à évaluer le succès des méthodes d'élimination

Autorités ou organismes de gestion des déchets* les municipalités ou les gouvernements mènent des politiques et des pratiques de gestion des déchets

Ministère du Commerce international* les groupes d'import/export et de douanes

Ministère de la Santé* qui s'occupe des questions de santé publique liées à la consommation de plastique et à la mauvaise gestion des déchets

Organisme de santé et de sécurité* qui s'occupent à évaluer et à atténuer les risques en matière de santé et de sécurité associés à la gestion des déchets

Associations professionnelles* entreprises de gestion des déchets, entreprises de valorisation énergétique, producteurs, fabricants et titulaires de marques

Institutions financières peuvent accorder des prêts et fournir une assistance technique en vue d'une transition juste

Associations des professionnels du plastique* qui favorisent la collaboration, l'échange de connaissances, attirent l'attention des décideurs, et travaillent dans le secteur du plastique

Acteurs de l'industrie* notamment les fournisseurs, les fabricants, les machines/equipements, les titulaires de licences, les distributeurs

Groupes de défense du travail abordent les questions de santé et de sécurité au travail

Groupes de défense des consommateurs protègent les droits des consommateurs et des travailleurs

ONG impliquées dans l'économie circulaire

Ministère de l'Industrie* est chargé des politiques et des réglementations liées à la production, la fabrication et l'utilisation des plastiques

Ministère des Finances* s'occupe des taxes, des subventions et des mesures incitatives en lien avec la production et la fabrication du plastique

Organismes de normalisation élaborent et font appliquer les normes

Groupes de développement international pour le mouvement transfrontalier des substances dangereuses* cherchent à minimiser la génération de produits chimiques et de déchets, mouvement transfrontalier

Chambre de commerce* chargée de réglementer le commerce, y compris l'importation et l'exportation

Ministère du Commerce* chargé de l'importation et de l'exportation

Ministère du Transport* est chargé de la planification, de la construction, de l'entretien, des cadres réglementaires, des permis et des licences de transport, du suivi et de l'application, et de la promotion des pratiques durables

Groupes de recherche scientifique* mènent des travaux de recherche sur la pollution durable

Instituts d'enseignement supérieur* les universités mènent des travaux de recherche sur les déchets plastiques, les technologies de recyclage et les alternatives

Groupes de recherche scientifique* mènent des travaux de recherche sur la pollution durable

Organisations pour la sécurité des consommateurs* évaluent les risques des produits plastiques pour les consommateurs

Acteurs de l'industrie* les fabricants et les distributeurs

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Instituts de recherche scientifique* étudient le transport, les mécanismes de dégradation des plastiques dans l'environnement et les produits plastiques

Instituts d'enseignement supérieur* les universités étudient l'impact du transport, l'optimisation des emballages et la logistique durable

Acteurs de l'industrie* les entreprises de logistique, de distribution et de fret, ainsi que les distributeurs et les grossistes responsables de la distribution

Associations professionnelles* abordent les questions relatives à la réglementation ainsi qu'aux alternatives d'emballage durables

ONG défendent les pratiques responsables et interagissent avec les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Groupes de développement international pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ministère de la Santé* les municipalités font des recherches sur la consommation de plastique

Autorité de réglementation pour la santé humaine* examinent les conséquences du plastique sur la santé humaine, les risques et évaluent les limites d'exposition

Ressources supplémentaires

Études de cas et orientations sur la mobilisation des parties prenantes :

- « A Blue Future: developing a national marine litter action plan in SIDs – lessons learnt in Belize » (Monsanto et al. 2022) : article examinant une intervention coordonnée aux quels plusieurs secteurs et un large éventail de parties prenantes ont participé. Disponible à l'adresse suivante : <https://academic.oup.com/icesjms/advance-article/doi/10.1093/icesjms/fsac206/6953704?login=false>
- « An approach for effective stakeholder engagement as an essential component of the ecosystem approach » (Oates et Dodds, 2017) : article étudiant les enseignements tirés de deux projets de l'Union européenne dirigés par le bureau du WWF au Royaume-Uni et le Celtic Seas Partnership pour présenter une approche en matière de mobilisation efficace des parties prenantes. Disponible à l'adresse suivante : <https://academic.oup.com/icesjms/article/74/1/391/2967555>
- « How to communicate with stakeholders about marine litter: A short guide to influencing behavioural change » : document produit dans le cadre du projet MARLISCO (Marine Litter in Europe Seas: Social Awareness and Co-Responsibility), axé sur la compréhension de la perception des parties prenantes, la communication et l'engagement ainsi que les défis et les possibilités d'agir. Disponible à l'adresse suivante : https://www.marlisco.eu/tl_files/marlisco/Downloadables/WP%202/Annex1_Final_Guide.pdf
- « Coming to the table: Early stakeholder engagement in marine spatial planning » (Gopnik et al., 2012) : étude de cas portant sur l'engagement avec une partie prenante en lien avec l'océan aux États-Unis d'Amérique, soulignant l'importance de faire participer les parties prenantes dès le début. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308597X1200019X>
- « Municipal solid waste management under decentralisation in Uganda » (Okot-Okumu et Nyenje, 2011) : examen de la gestion déléguée des déchets solides et des contraintes en matière de mise en œuvre d'une gestion durable des déchets, analysant les caractéristiques des déchets, les taux de génération, la collecte, l'élimination, la gestion et les rôles des parties prenantes. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0197397511000178>

Orientations relatives aux plans d'action politique :

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Liste des plans d'action nationaux élaborés au niveau mondial.

- Disponible sur le site du GPML : <https://digital.gpml.net/litter.org/knowledge/library/resource/map/action-plan>
- « Guidelines for the development of actions plans on marine litter » (UNEP/AHEG/2019/3/INF/7) : lignes directrices du Groupe d'experts spécial à composition non limitée sur les déchets et les microplastiques dans le milieu marin. Disponibles à l'adresse suivante : <https://smastr16.blob.core.windows.net/gerco/sites/256/2021/09/guidelines-for-the-development-of-action-plans-on-marine-litter.pdf>
- « Solutions possibles pour mettre fin au déversement de déchets plastiques supplémentaires en mer d'ici à 2050 dans le cadre de la Vision d'Osaka pour un océan bleu » (2021) : document qui résume les politiques existantes relatives au plastique et qui étudie des interventions en amont et en aval s'appuyant menées au moyen de technologies et d'approches connues. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unep.org/resources/publication/policy-options-eliminate-additional-marine-plastic-litter> - fiche d'information disponible en français

- « Marine Litter: A Global Challenge » (PNUE, 2009) : rapport comprenant un examen, une analyse et des recommandations concernant les évaluations et les plans d'action régionaux relatifs aux déchets marins. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unep.org/resources/report/marine-litter-global-challenge>
- « De la pollution à la solution : une évaluation mondiale des déchets marins et de la pollution plastique » (PNUE, 2021) : rapport examinant les réseaux, la science citoyenne et les initiatives communautaires, comportant une annexe aux plans d'action régionaux sur les déchets marins. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unep.org/fr/resources/de-la-pollution-la-solution-une-evaluation-mondiale-des-dechets-marins-et-de-la-pollution> - rapport de synthèse disponible en français
- « Marine plastic debris and microplastics: Global lessons and research to inspire action and guide policy change » (PNUE, 2016) : étude examinant les cadres de gouvernance internationaux et régionaux, une sélection de différents types de mesures, des évaluations des risques et des orientations relatives au choix de mesures et aux principaux besoins en matière de recherche. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unep.org/resources/publication/marine-plastic-debris-and-microplastics-global-lessons-and-research-inspire>

Références

- CDB SBSTTA, 2000. Décision V/6 Approche par écosystème. Décision adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique à l'occasion de sa cinquième réunion, tenue du 15 au 26 mai 2000 à Nairobi (Kenya) [Document WWW]. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cbd.int/decision/cop/?id=7148> (page consultée le 7 octobre 2023).
- Gopnik, M., Fieseler, C., Cantral, L., McClellan, K., Pendleton, L., Crowder, L., 2012. « Coming to the table: Early stakeholder engagement in marine spatial planning. » *Mar. Policy* 36, 1139–1149. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2012.02.012>
- Lyons, B.P., Cowie, W.J., Maes, T., Le Quesne, W.J.F., 2020. « Marine plastic litter in the ROPME Sea Area: Current knowledge and recommendations. » *Ecotoxicol. Environ. Saf.* 187, 109839. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.ecoenv.2019.109839>
- Monsanto, M., Kohler, P., Binetti, U., Silburn, B., Russell, J., Corbin, C., Lyons, B., Birchenough, S.N.R., Maes, T., 2022. « A Blue Future: developing a national marine litter action plan in SIDs – lessons learnt in Belize. » *ICES J. Mar. Sci. fsac206*. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsac206>
- Oates, J., Dodds, L.A., 2017. « An approach for effective stakeholder engagement as an essential component of the ecosystem approach. » *ICES J. Mar. Sci.* 74, 391–397. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsw229>
- Okot-Okumu, J., Nyenje, R., 2011. « Municipal solid waste management under decentralisation in Uganda. » *Habitat Int.* 35, 537–543. Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2011.03.003>
- PNUE, 2021. *De la pollution à la solution : une évaluation mondiale des déchets marins et de la pollution plastique*. Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- PNUE, 2016. *Marine plastic debris and microplastics – Global lessons and research to inspire action and guide policy change*. Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi.
- PNUE, 2009. *Marine Litter: A Global Challenge*. Nairobi.